

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud
et Jean-Michel Wachsberger (dir.)

Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité



KARTHALA - IRD

Madagascar se caractérise par une récession économique qui perdure et des crises socio-politiques récurrentes depuis son indépendance. Cette trajectoire atypique est d'autant plus étonnante que le pays n'a jamais connu de guerre ni de conflit majeur. De plus, l'Île est riche en ressources naturelles, un constat qui vient en contraste avec la pauvreté extrême de la majorité de la population.

Comment expliquer ces deux faces antinomiques de la réalité malgache ? Quels en sont les ressorts ? La structure de l'économie et les mécanismes sous-jacents suffisent-ils pour expliquer la chute continue des niveaux de vie ? Dans quelle mesure les dispositifs institutionnels ou les systèmes politiques ont-ils joué ? Peut-on évaluer la part des facteurs historiques ? Comment les jeux et les stratégies des acteurs ont-ils nourri les crises à répétition ?

À l'instar d'un puzzle qui se construit, cet ouvrage assemble les réflexions de différents spécialistes de Madagascar, d'horizons institutionnels et disciplinaires variés. Il couvre un large panorama de thématiques abordées sous l'angle économique, socio-politique, historique ou anthropologique, pour produire une vision d'ensemble. Les éclairages proposés, qui combinent les approches macro et micro, permettent de mieux comprendre l'enchevêtrement des contextes, le rôle des acteurs et leur enchevêtrement dans les structures. Les analyses s'attachent en particulier à décrypter les mécanismes qui enferment les acteurs dans une spirale crisogène et les facteurs qui étouffent les dynamiques et entraînent l'économie sur une pente récessive.

Mireille Razafindrakoto est économiste, directrice de recherche à l'IRD (et membre de l'unité mixte de recherche DIAL associant l'IRD et l'université Paris Dauphine), elle a coécrit, avec François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger l'ouvrage intitulé L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar (IRD Editions et AFD, 2017).

François Roubaud est économiste et statisticien, directeur de recherche à l'IRD et membre de l'UMR DIAL, dont il a été le directeur entre 2000 et 2003. Il est diplômé de l'ENSAE et docteur en économie (université Paris Nanterre). Il est l'auteur de Identités et transition démocratique : l'exception malgache ? (L'Harmattan/Tsipika, 2000), et Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement (co-éditeur, IRD, 2010).

Jean-Michel Wachsberger est agrégé de sciences sociales et maître de conférence en sociologie HDR à l'université de Lille 3. Il a coécrit, avec Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, L'énigme et le paradoxe, économie politique de Madagascar (coédition IRD-AFD, 2017).

Ont également contribué à cet ouvrage : Jean-Marc Chataigner, Alain d'Hoore, Jean-Marc Douguet, Jean Fremigacci, David Graeber, Philippe Hugon, Denis-Alexandre Lahiniriko, Cécile Lavrard-Meyer, Joan Martinez-Alier, Jean-David Naudet, Iharizaka Rahaingoson, Vahinala Raharinirina, Tsiory Razafindrabe, Linda Rua, Samuel F. Sanchez, Antonia Witt.

**MADAGASCAR, D'UNE CRISE L'AUTRE :
RUPTURES ET CONTINUITÉ**

KARHALA sur internet:
www.karthala.com
(paiement sécurisé)

Couverture : Alakamisy Ambohimaha, 2007, © Pierrot Men.

Éditions Karthala, 2018
ISBN Karthala :
978-2-8111-1989-8
ISBN IRD : 978-2-7099-2640-9

DIRECTEURS SCIENTIFIQUES

**Mireille Razafindrakoto, François Roubaud
et Jean-Michel Wachsberger**

Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité

**Édition Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris**

**IRD
44, bd de Dunkerque
13572 Marseille**

À tous ceux qui ont contribué à la formation et au partage
des connaissances pour le développement de Madagascar.

À Philippe Hugon.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La trajectoire de Madagascar au prisme de ses crises

Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD
et Jean-Michel WACHSBERGER

Deux représentations de Madagascar sont aujourd'hui concurrentes. La première, héritée d'une longue histoire, est celle d'un quasi-eldorado. Dès le ^{xvii}^e siècle, la description apologétique, par Étienne de Flacourt (1661), des richesses du pays, des savoir-faire des populations et de leur malléabilité avait abondamment nourri l'imaginaire colonial. Plus tard, dans les années 1930, c'est la propagande du gouverneur Cayla qui avait contribué à propager l'idée d'une « île heureuse » (Fremigacci, 2014). Aujourd'hui, de nombreux récits de voyage et livres de photos présentent le pays comme un Éden à préserver : beauté époustouflante des paysages, gentillesse et douceur des habitants, diversité de la faune et de la flore. La banque de photographie Shutterstock sur Madagascar, où la Banque mondiale a puisé en 2016 les illustrations d'une publication sur la pauvreté (Banque mondiale, 2016), traduit à merveille ce capital imaginaire.

Il entre aujourd'hui cependant en opposition avec une toute autre évocation. Observations des agences de développement, rapports d'expert, articles de presse ou documentaires, concourent parfois à diffuser l'image d'un pays secoué par les crises et dont la dégradation est inquiétante. Des articles de presse et reportages sur Madagascar alimentent régulièrement cette vision en rivalisant de sensationnalisme macabre. L'article du *Figaro magazine* qui décrivait, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle d'octobre 2013, ce qui constituait, selon son auteur, « l'enfer du décor » malgache (Baran, 2013) est emblématique, dans sa version extrême, de ce nouveau regard. On y découvre un pays abandonné par l'État, déserté par les autorités locales et gangréné par la corruption et les trafics crapuleux. Au-delà de la presse¹, des rapports d'expert peuvent aussi nourrir cette vision. Un an après l'article cité ci-dessus, une analyse prospective de L'Institut Français des Relations

1. Des articles dans les blogs s'inscrivent dans le même registre (voir par exemple : Bat, 2016).

Internationales faisait à son tour, dans des termes très forts, un inventaire des maux qui guettaient le pays : « risque d'enracinement d'une économie mafieuse ; transformation du phénomène *dahalo*² en mouvement organisé de contestation de l'État central, enjeux nationalistes associés au dossier des Îles Éparses³, développement exponentiel de l'islam » (Pellerin, 2014). Trois ans plus tard et poursuivant dans la même veine, ce même auteur décrit une situation encore plus apocalyptique (Pellerin, 2017a). Dans une nouvelle note à mi-chemin entre l'analyse scientifique mobilisant le cadre théorique de la criminalisation de l'État (Bayart *et al.*, 1997) et le rapport de renseignement, émaillé d'anecdotes, Madagascar s'enfoncé encore un peu plus : aux traditionnels pillages des ressources naturelles et d'espèces protégées, effectués désormais à grande échelle, viennent s'ajouter de nouveaux trafics en tout genre : drogues, cloches d'église et ossements humains (!), dans un contexte de violence débridée et en expansion (balkanisation des forces de sécurité, « milicianisation » rampante de la société, multiplication des bandes de *dahalo* qui se comptent en milliers, kidnapping contre rançons, lynchages et autres explosions de justice populaire toutes plus sanguinaires les unes que les autres). La question de l'islamisation et de la menace terroriste continue d'alimenter les peurs, rampantes dans la presse internationale (voir l'article de l'envoyée spéciale du journal Libération le 29 novembre ; Chalvon, 2017), mais débridées dans la presse malgache (avec par exemple ses 2 000 mosquées en construction ; La Gazette de la grande Île, 2016) et surtout sous forme de rumeurs invérifiables (*tsaho*) (barbus qui sillonnent le pays, centres d'endoctrinement salafistes, départs en Syrie, centaines de milliers de Malgaches qui se convertissent à l'islam chaque année...), relayées et dénoncées par M. Pellerin (2017b), dans son nouvel opus.

Plus mesurés, les derniers rapports des bailleurs de fonds font écho, et d'une certaine façon renforcent, cette geste noire. Ainsi, Madagascar est apparu en 2014 parmi les États identifiés comme fragiles ou en état de fragilité par les institutions internationales de soutien au développement (voir par exemple World Bank, 2016 ; OCDE, 2016 et 2017). Au-delà de leurs divergences sur les critères retenus (évaluation du cadre institutionnel du pays sur la base ou non d'un système de notation normalisé ; prise en compte ou non de l'importance – à l'aune de leur durée et du nombre de victimes – des conflits politiques ; mesure ou non des défaillances de l'État), ces classements visent à rendre compte de la faible capacité de régulation politique, économique et sociale de l'État et des risques qui en découlent pour la stabilité du pays et de ceux qui lui sont liés.

2. « Voleurs de bœuf ». Le phénomène de vol de zébus, empruntant initialement à la tradition Bara, connaît une extension considérable depuis plus d'une vingtaine d'années.

3. Les îles Éparses, actuellement sous souveraineté française, constituent un objet de controverse entre la France et Madagascar (mais aussi avec les Comores, Maurice et le Mozambique), chacun revendiquant sa souveraineté. L'enjeu est la délimitation de zones économiques exclusives et la propriété sur les ressources potentielles en hydrocarbure, notamment dans le canal du Mozambique.

Il est bien difficile pour des chercheurs travaillant à et sur Madagascar avec les instruments de la science d'échapper au poids de ces représentations, et plus particulièrement lorsqu'ils travaillent sur les crises. Leur mise en perspective incite cependant à la prudence et la distanciation. Si l'une et l'autre visions (laudative d'un côté et dépréciative de l'autre) se nourrissent bien évidemment de la réalité, les deux sont aussi le produit d'une construction dont l'histoire est encore à écrire. Leur concomitance n'est pas sans rappeler, dans un registre différent, la description donnée par Lyautey il y a plus d'un siècle de deux mondes qui se juxtaposent (Lyautey, 1935; cité par Raison-Jourde et Roy, 2010; voir également Fremigacci, chapitre 5 dans cet ouvrage). Dans un texte datant de 1901, alors qu'il conduit les troupes coloniales, il décrit le sud de Madagascar comme « une coupe géologique, où s'étagent tous les âges de l'histoire » : depuis « le degré le plus avancé de la civilisation moderne » (les Hova de Fianarantsoa) jusqu'aux « âges préhistoriques », sauvages et violents (extrême sud de l'île). Si on revient à l'opposition aujourd'hui entre deux représentations extrêmes, elle est certes exacerbée à Madagascar, mais elle peut être replacée dans le contexte plus général de l'éternelle querelle entre « afro-pessimistes » et « afro-optimistes ». D'ailleurs, les deux vitrines antagoniques pourraient très bien coexister, comme les deux faces d'une même réalité, superposées ou étagées.

Pour comprendre la trajectoire du pays, il est ainsi nécessaire de dépasser l'effet de sidération produit par cette imagerie, en adoptant une posture distanciée et en inscrivant la réflexion dans la longue durée. La trajectoire de l'économie malgache est en effet d'abord une *énigme*, à savoir qu'elle suit une tendance récessive depuis l'indépendance. En dollars constants, la Grande Île a vu le pouvoir d'achat de sa population amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2015, sans que les théories du développement, traditionnelles ou récentes, ne permettent d'expliquer cette trajectoire. Mais cette énigme se double aussi d'un *paradoxe*. Chaque fois qu'un épisode de croissance s'est fait jour, une crise de nature socio-politique est survenue pour interrompre la dynamique enclenchée. Instabilité politique et involution économique semblent ainsi indissociablement liées. Les éditeurs scientifiques de cet ouvrage s'interrogent depuis plusieurs années sur ce *mystère* malgache. Investis depuis le milieu des années 1990 dans des recherches ciblées dans et sur le pays, Ils se sont engagés au début des années 2010 dans un programme comparatif international de recherche piloté par l'Agence française de développement (AFD) intitulé « Gouvernance, institution et croissance de long terme » qui visait, dans la lignée des travaux de North *et al.*, (2009), à produire, pour chaque pays ciblé, des analyses plus larges d'économie politique. Le résultat de cette première recherche, poursuivie pendant plusieurs années, vient tout juste d'être publié (Razafindrakoto *et al.*, 2017). Les auteurs y proposent leur interprétation de la façon dont Madagascar fonctionne et font apparaître la nécessité d'une approche globale intégrant, dans la longue durée, les dimensions politique, économique et sociale. Dans cette

perspective, ils avaient déjà proposé en 2014 à la revue *Afrique contemporaine* d'éditer un numéro spécial pluridisciplinaire sur cette question, qui, compte tenu des contraintes éditoriales, n'avait pu retenir que 6 contributions (Razafindrakoto *et al.*, 2014).

Le présent livre complète ces deux ouvrages. 19 spécialistes de Madagascar y apportent leur contribution à l'élucidation du *mystère* malgache (portant à 25, avec les auteurs précédents, le nombre de contributeurs engagés dans cet objectif). Son originalité tient d'abord à la pluralité des formations disciplinaires et des rattachements institutionnels des auteurs. Pour répondre à la question posée, six disciplines des sciences sociales (économie, sociologie, histoire, droit, science politique et anthropologie) ont été mises à contribution par des chercheurs ou enseignants-chercheurs, des responsables d'organisations internationales à Madagascar ou encore des acteurs de la scène malgache. La diversité des analyses qui en découle, conduisant à un décentrement du regard, est une source indéniable d'enrichissement pour la réflexion. Mais l'intérêt de la démarche tient aussi à l'incitation faite aux contributeurs à discuter entre eux et situer leurs analyses les unes par rapport aux autres, dans une perspective transdisciplinaire. Les auteurs se sont lus, se sont retrouvés lors d'une séance collective de travail, ont parfois infléchi ou modifié par la suite leur propos. L'ouvrage y gagne ainsi une unité qui manque trop souvent aux ouvrages collectifs.

Le livre se compose de deux parties, l'une présentant des éclairages économiques, l'autre des éclairages socio-politiques. Cette construction n'a pas pour objectif de séparer strictement les deux types de facteurs explicatifs. Les travaux de la première partie suggèrent que l'économie malgache est encadrée dans les structures sociales et a sa propre historicité. Ceux de la seconde partie analysent aussi les liens de causalité entre phénomènes socio-politiques et phénomènes économiques. Le zoom spécifique sur les facteurs économiques vise cependant à répondre à ce qui constitue, selon les éditeurs scientifiques, un manque dans les analyses de long terme sur Madagascar. Alors que la littérature de type socio-historique est abondante et de qualité, l'histoire et l'analyse économiques restent encore singulièrement balbutiantes. Les six textes originaux présentés ici comblent donc en partie ce manque.

Philippe Hugon, professeur émérite d'économie à Paris X-Nanterre, spécialiste de l'économie de l'Afrique et plus spécifiquement de Madagascar, ouvre la réflexion en présentant un modèle d'intelligibilité de l'économie malgache reposant sur la combinaison d'approches microéconomiques (par le comportement des acteurs) et macroéconomiques (par l'analyse des structures socio-économiques), et prenant en compte le rôle respectif des facteurs internes et externes. Ce faisant, il ouvre deux grandes questions, d'ailleurs liées entre elles, qui vont se retrouver, avec des réponses différentes, dans plusieurs chapitres du livre : celle de l'importance des facteurs culturels dans le comportement des acteurs et celle du poids des contraintes et interventions extérieures dans la trajectoire involutive malgache et la succession des crises. Sur la première, il indique

la nécessité de prendre en compte dans l'analyse du comportement économique des acteurs un certain nombre de traits culturels tout en se refusant à les essentialiser et reconnaissant qu'ils se modifient dans le temps et varient selon le statut social des acteurs et le contexte dans lequel ces derniers interviennent. Sur la seconde question, l'auteur appelle à dépasser les approches monocausales pour présenter une analyse intégrée et dynamique du processus involutif malgache.

Le deuxième chapitre se situe également dans une perspective de long terme. Il se présente comme une enquête policière et un défi : L'auteur, Alain D'Hoore, économiste principal à la Banque mondiale en poste à Madagascar de 2011 à 2013, rassemble les séries statistiques longues disponibles sur Madagascar pour construire un raisonnement sur les sources de blocages. Avec une grande honnêteté et dans un esprit pédagogique, il estime qu'en dépit des imperfections des données agrégées, il est possible de poser le double diagnostic d'un sous-investissement privé et public chronique (d'origine interne mais accentué par les chocs externes) et d'une ponction continue sur les produits agricoles (donc sur les plus pauvres) par le biais des distorsions de prix. L'auteur estime alors que la trajectoire économique malgache s'explique d'abord par des « mauvais » choix politiques (en termes d'investissement public et de politique des prix – même si celle-ci s'est améliorée depuis les années 1990) et que les crises politiques ne sont au plus qu'un facteur aggravant et secondaire de cette trajectoire. Inversement, il fait aussi l'hypothèse que ces dernières suivent une dynamique essentiellement politique, donc relativement indépendante des évolutions économiques. Reconnaisant cependant qu'il n'explique pas l'énigme de la persistance de ces « erreurs » politiques et tout particulièrement de l'incapacité « structurelle » à répondre aux demandes de base de la population, il renvoie alors à la nécessité de prolonger son travail en développant des analyses d'économie politique, notamment de la taxation.

Le troisième chapitre renforce le précédent en apportant un étayage supplémentaire à la thèse du sous-investissement public chronique par une analyse fine du profil de la dépense publique. Les auteurs, Jean-David Naudet, chercheur en économie et directeur de l'Agence Française de Développement à Madagascar de 2012 à 2016 et Linda Rua, doctorante en économie à l'Université de Paris-Dauphine, montrent que le secteur public malgache, mesuré par la dépense publique par habitant, est un des plus limités du monde, et qu'il connaît une érosion continue depuis quatre décennies. Ils établissent alors que cette étroitesse des dépenses publiques s'explique par une insuffisance structurelle des recettes fiscales et de l'Aide Publique au Développement (Madagascar apparaissant en 2010 comme le pays le plus « sous-aidé » de la planète). Les auteurs s'efforcent ensuite de déterminer si ces éléments sont subis ou entretenus. Il ressort de leurs analyses que le montant des recettes fiscales n'est pas tant dû à une incapacité administrative à faire « rentrer l'argent » mais à la faiblesse structurelle des taux d'imposition, l'étroitesse des assiettes sur lesquelles ils repo-

sent et la généralisation des exemptions. Quant à la limitation de l'aide, si elle tient en partie aux choix des bailleurs, les auteurs montrent de façon convaincante qu'elle est aussi, sinon surtout, entretenue par la timidité de la demande d'aide. Finalement les auteurs concluent que cette érosion continue de la dépense publique pourrait être le résultat d'une spirale, entretenue par la volonté des élites au pouvoir de ne pas rompre les fragiles équilibres sur lesquels leur pouvoir repose, et permise par une « exceptionnelle tolérance de la société à une faible fourniture de services publics ».

Les quatrième et cinquième chapitres sont écrits par deux historiens spécialistes de Madagascar, le premier ayant succédé au second comme titulaire de la chaire « Histoire de l'Afrique » à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. Dans le chapitre 4, Samuel Sanchez s'intéresse lui aussi à la fiscalité de l'État mais en remontant à la période coloniale et précoloniale. Si l'extraversion était une caractéristique de l'économie malgache précoloniale et le commerce extérieur une source importante de ressources fiscales dans un contexte de faible monétarisation, l'annexion de Madagascar par la France a modifié en profondeur la structure fiscale de l'État. L'obligation faite aux colonies de s'autofinancer et le pacte colonial imposant une franchise presque totale de taxes sur le commerce extérieur ont obligé l'État à faire reposer ses recettes sur la production et le commerce intérieurs donc, compte tenu de la concurrence à bas coût des produits importés sur les industries locales, sur le monde agricole, via les taxes sur les individus et le bétail. Ce choc externe de la colonisation pourrait ainsi avoir durablement imprimé sa marque sur les structures économiques et fiscales malgaches, en comprimant le pouvoir d'achat de la population, en freinant le développement des industries locales et en accordant des avantages exorbitants aux oligarchies extractives.

Dans le chapitre 5, Jean Fremigacci s'interroge, lui, sur la difficulté d'émergence d'une classe d'entrepreneurs à Madagascar. Puisant dans les profondeurs historiques, il tente d'expliquer la permanence au fil du temps d'un modèle économique de prédation au détriment d'un modèle de production. Les conditions initiales de peuplement de l'île par un petit nombre d'austro-nésiens luttant contre la nature sur un territoire immense, l'instauration de sociétés strictement hiérarchisées et d'une organisation sociale autour de communautés lignagères territorialisées sous les royautes, puis la nature du système colonial favorisant l'économie de traite tout en figeant les structures sociales précédentes, auraient permis le développement d'une culture économique de prédation, sous contrôle de l'État, et étouffé les initiatives productives. Faute d'une bourgeoisie d'affaire nationale, cette structure économique n'aurait par la suite pas été fondamentalement modifiée par les régimes post-indépendance. Cela ne signe cependant pas pour l'auteur l'impossible développement d'une classe capitaliste. Des éléments récents lui font se demander s'il y a des raisons d'espérer. L'accès de M. Ravalomanana au pouvoir a en effet constitué une première inflexion au modèle, même si ce dernier a fini par céder à la tentation de la prédation. La crise politique ouverte en 2009, et qui a duré plusieurs

années, a également contribué à modifier cette organisation générale en permettant le développement d'un pouvoir économique autonome vis-à-vis de l'État, voire même ayant un pouvoir sur l'État. Du côté de la population, l'explosion démographique et l'urbanisation seraient propices à la désintégration des cadres sociaux qui brisaient l'initiative individuelle.

Le dernier chapitre de cette première partie, écrit par trois spécialistes d'économie de l'environnement, Vahinala Raharinirina, chercheure au centre de recherche international REEDS de l'Université de Versailles Saint Quentin, Jean-Marc Douguet, maître de Conférences à l'Université de Paris-Saclay et Joan Martinez-Alier, ancien président de la *Société internationale pour l'économie écologique*, défend la thèse que les crises politiques qu'a connues le pays depuis les années 1990 sont étroitement liées aux conflits autour de l'appropriation des richesses écologiques, dans un contexte de libéralisation et de désengagement de l'État. La conservation de la nature et la valorisation des ressources naturelles constituent en effet une manne financière qui attise les convoitises tant internationales que nationales. Les investissements directs étrangers dans les industries extractives minières, les projets agraires de type agroindustriel et les abatages de bois précieux tendent à se multiplier dans le temps, souvent dans l'opacité la plus grande et sans inclusion des communautés locales. Dans ce contexte, les crises politiques peuvent s'analyser comme des guerres de captation de rente, « entre une élite au pouvoir qui monopolise les flux financiers et les privilèges liés aux différentes filières légales et illicites, et celles qui souhaitent accéder ou revenir au pouvoir pour en bénéficier ». Décortiquant alors finement la succession des politiques environnementales, leurs déterminants en bonne partie internationaux et présentant les acteurs en présence, les auteurs visent à montrer que la « glocalisation » de la rente écologique (c'est-à-dire l'articulation de plus en plus étroite entre les enjeux locaux et globaux) participe au renforcement et à la fréquence des crises.

La seconde partie propose alors d'enrichir la toile de fond des dynamiques économiques par un certain nombre d'éclairages socio-politiques. Le chapitre 7, écrit par David Graeber, professeur à la London School of Economics, célèbre militant anarchiste américain ayant fait sa thèse sur Madagascar, est un travail d'anthropologie politique éclairant d'un jour nouveau les rapports ambivalents de la population au pouvoir, d'hier à aujourd'hui. Analysant les principales sources disponibles sur le pouvoir politique (notamment le fameux recueil du père Callet intitulé *Tantaran' ny Andriana eto Madagasikara*) et des témoignages recueillis dans le village où il a séjourné plusieurs années, l'auteur montre que la littérature malgache du XIX^e siècle tendant à décrire « les anciens rois sous les traits de sages et bienveillants fondateurs des institutions contemporaines » est en contradiction avec la culture populaire. Celle-ci présente au contraire souvent les rois comme des enfants égocentriques et irresponsables (*maditra*) dont le peuple a la charge, qu'il adule comme on adule son enfant, dont il accepte longuement les caprices, mais qu'il finit aussi par

punir s'ils vont trop loin dans leur attitude. Cette vision particulière du roi comme enfant explique alors la patiente tolérance que le peuple peut avoir vis-à-vis des actions des dirigeants mais porte aussi en germe les éléments de leur contestation. La tradition orale indique ainsi qu'au XVIII^e et XIX^e siècle, la nature et l'étendue du pouvoir royal étaient en constante négociation. Elle fournit de nombreux exemples dans lesquels le monarque est destitué, d'une façon ou d'une autre, en raison de son mauvais comportement.

Trois chapitres réfléchissent ensuite aux crises et à leur résolution à partir des stratégies ou tactiques des acteurs en présence. Dans une perspective de sociologie politique, Cécile Lavrard-Meyer, maître de conférences à Sciences-Po Paris, présente une analyse de la succession des crises politiques empruntant au modèle d'analyse des crises de Michel Dobry (1986). Elle s'intéresse ainsi moins à leurs causes profondes et structurelles qu'aux jeux d'acteurs qui les font advenir et parfois même les expliquent. Se basant sur une analyse critique de plus de 60 heures d'entretiens avec D. Ratsiraka complétée par une riche documentation, elle montre comment l'émergence des crises de 1972, 1991, 2002 et 2009 peut s'analyser comme une conséquence des interactions stratégiques des acteurs politiques en concurrence dont elle détaille de façon minutieuse les coups tactiques et leurs enchaînements. Mais l'intérêt de l'étude ne se limite pas à cette prise en considération des stratégies d'acteurs. Il réside aussi dans l'analyse de la façon dont ces crises politiques nourrissent en retour un processus de délégitimation du politique, affaiblissant le soutien populaire diffus au système politique et renforçant par là même sa fragilité. C'est ce qui constituerait alors le « cercle vicieux crisogène » malgache.

Les deux chapitres suivants poursuivent ces réflexions en termes de stratégies d'acteurs, cette fois, non pour expliquer la survenue des crises politiques mais pour mettre en évidence les mécanismes qui permettent, parfois, d'en sortir. Antonia Witt, enseignante chercheuse à la Goethe-Universität de Francfort, porte son intérêt sur la crise de 2009 et les tentatives de résolution qui ont suivi, en prêtant une attention plus spécifique au rôle et au pouvoir de l'international. À rebours des analyses opposant déterminants externes et internes des crises et de leurs résolutions et exposant souvent leurs rapports en termes de domination/subordination, elle présente les interactions entre acteurs comme constituant une *formation transfrontalière* au sein de laquelle s'ajustent de façon rétroactive les positions des uns et des autres. Elle montre ainsi qu'en dépit de sa volonté d'apparaître comme intervenant de façon concertée et unitaire, la « communauté internationale » est en réalité divisée, tant entre les organismes qui la composent qu'au sein même de ces organismes. La diversité des acteurs extérieurs, ayant des liens différenciés avec les forces politiques malgaches, munis de logiques, savoirs et types de rationalité différents et se concertant dans des espaces multiples, concourut alors à faire de l'intervention extérieure moins une « main puissante » qu'une « diplomatie balbutiante ». C'est ce jeu complexe des stratégies internes et externes qui

déboucha sur un consensus *a minima*, pour faire de la tenue d'élections l'alpha et l'oméga d'une résolution de la crise. Et ce cadre extérieur limité mais contraignant fournit en retour de nouvelles opportunités d'organisation pour les acteurs politiques malgaches et contribua à une recomposition du paysage politique.

Le chapitre 10 prolonge l'analyse précédente en zoomant sur une journée particulière de cette période et en présentant une analyse précise et incarnée des jeux d'acteurs en présence. Son auteur, Jean-Marc Châtaigner, ancien ambassadeur de France à Madagascar de 2009 à 2012, y expose en effet le déroulement de la journée du 29 octobre 2011, à l'issue de laquelle Jean-Omer Beriziky fut nommé premier ministre d'ouverture du régime dit de Transition instauré deux ans plus tôt, et que l'auteur considère comme une étape décisive dans la résolution de la crise politique. Acteur lui-même de cette journée, il ne prétend évidemment pas à une quelconque objectivité, mais montre, par une description de l'intérieur, que les interactions entre acteurs politiques nationaux et internationaux suivent un processus bien plus complexe qu'il n'y paraît, parfois contradictoire, parfois ambigu, au cours duquel stratégies et tactiques, liées aux intérêts, culture et personnalité des uns et des autres, se combinent ou s'entrechoquent conduisant *in fine* à une issue difficilement prévisible.

Les chapitres 11 et 12 s'interrogent sur les institutions démocratiques et leur fonctionnement. Le premier est un travail de philosophie politique. Son auteur, Iharizaka Rahaingason, ancien ministre et chef d'entreprise, porte sa réflexion sur la nature du système politique malgache. En relisant l'histoire politique du pays et en mobilisant tant les philosophies classiques du contrat social que des théories politiques plus récentes sur la formation des États, il fait l'hypothèse que les institutions démocratiques malgaches, caractéristiques d'un État rousseauiste agissant pour le bien commun, auraient été artificiellement importées, après l'indépendance, sans qu'elles ne soient la traduction d'un véritable contrat social. C'est ce décalage entre un régime politique artificiel et inefficace et les rapports de force effectifs dans le pays qui serait alors la source principale de l'instabilité politique. Pour tenter de valider cette hypothèse, il mobilise plus particulièrement le modèle de Bueno de Mesquita *et al.* (2003) qui lie la forme de l'État à la structure sociale et aux rapports de force qui en découlent. En l'appliquant à Madagascar, l'auteur estime alors que, compte tenu du rapport entre les ressources publiques disponibles et mobilisables et le nombre d'*essentiels* (la *winning coalition*), le *leader* n'a aucun intérêt à élargir la base des *influents* (ceux qui, du fait de leur niveau d'éducation et/ou de richesse peuvent contrecarrer le pouvoir des *essentiels*) au risque de réduire considérablement la part de gâteau reçu par chacun. Seule une augmentation très importante de la coalition gagnante et des *influents* serait ainsi en mesure d'exercer une pression visant à la redistribution démocratique des richesses.

Le chapitre 12 est, lui, un questionnement sur la Constitution malgache et sur le recours répété (7 fois depuis 1960) aux états d'exception, c'est-à-

dire des périodes au cours desquelles l'État suspend en partie le droit en justifiant cet acte par des circonstances exceptionnelles. Tsiory Razafindrabe, doctorante en science politique à l'université de Paris-Est, rappelle que ces états d'exception soulèvent le problème de l'éclipse du juridique en faveur du politique. Les réflexions théoriques sur le concept d'état d'exception reconnaissent la possibilité pour un État de droit de s'affranchir de la loi ordinaire lorsque sa pérennité, en tant qu'institution, est compromise. Cette possibilité et les modalités de sa mise en place doivent cependant être strictement encadrées par leur inscription dans la constitution ou dans la loi. L'analyse de la situation malgache fait alors apparaître une situation très particulière. Le recours aux états d'exception y est en effet moins souvent lié à la volonté de restaurer l'État de droit qu'à celle du dirigeant de se prémunir contre les tentatives de conquête du pouvoir par ses adversaires, et les modalités selon lesquelles ils sont instaurés sont peu encadrées juridiquement. Les révisions constitutionnelles, également fréquentes, apparaissent alors moins comme la marque d'une évolution du contrat social que comme des procédés permettant au dirigeant de renforcer ses pouvoirs de crise tout en se maintenant dans un cadre légal. Paradoxalement cependant, l'usage du dispositif exceptionnel s'est conclu, le plus souvent, par l'éviction du chef de l'État, ce qui indique la fragilité des équilibres politiques.

Le chapitre 13 fait écho au choc colonial pointé du doigt par Samuel Sanchez dans le chapitre 4. Reprenant une réflexion amorcée il y a plusieurs années, Denis-Alexandre Lahiniriko, maître de conférence en Histoire à l'université d'Antananarivo, fait l'hypothèse que l'insurrection de 1947 et sa répression par l'armée française ont durablement marqué le rapport des Malgaches à la politique. Du fait de l'ampleur et des formes prises par la répression française mais aussi de l'accentuation, dans l'insurrection, des fractures internes à la société, ces événements pourraient avoir constitué un choc traumatique dont les effets en termes d'attitude politique se seraient transmis de génération en génération. Pour valider cette hypothèse, l'auteur adopte une méthodologie originale consistant à comparer le rapport actuel à la politique des Malgaches vivant dans les zones les plus touchées par la répression à celui des autres membres de la communauté nationale. Procédant alors à une analyse économétrique, il montre que les habitants des zones affectées ont une opinion plus critique sur le degré de liberté politique dont ils jouissent, ont plus peur d'exprimer leur opinion, redoutent plus souvent que les périodes électorales ne dégénèrent en conflits violents, et sont, d'une façon générale, plus défiant les uns à l'égard des autres. « Ce passé qui ne passe pas » pourrait ainsi être une des clés de l'analyse de la trajectoire politique malgache de long terme.

Le dernier chapitre s'interroge enfin sur ce qui peut apparaître comme un autre paradoxe malgache : l'instabilité politique récurrente s'accompagne d'un recours à la violence physique particulièrement faible, qu'elle soit d'ordre politique ou criminel, alors que dans le même temps le sentiment d'insécurité est massif et croissant. Les auteurs et éditeurs de ce

livre, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, directeurs de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement et Jean-Michel Wachsbarger, maître de conférence en sociologie à l'université de Lille, s'efforcent d'abord de rassembler les éléments factuels qui attestent de ce faible niveau de violence et tracent à grand trait une histoire de la violence politique, de l'État merina à nos jours. Ils proposent alors un certain nombre d'hypothèses explicatives. Le faible recours à la violence semble d'abord tenir au mode d'organisation des élites, à la fois fragmentées et coupées de la base, donc incapables d'utiliser de cette ressource stratégique dans la compétition politique. Mais il s'explique aussi par le mode de structuration sociale qui maintient la population dans une situation de dépendance symbolique et économique, réduisant sa capacité de mobilisation politique. Le rapport au politique des Malgaches reste en effet marqué par le fatalisme, l'idéalisation du *fihavanana*⁴, l'acceptation de principes de différenciation accordant une inégale valeur aux individus et par la croyance dans le caractère exceptionnel du *Fanjakana*⁵. De plus, leur atomisation et leur niveau de pauvreté ne sont pas propices à des prises de conscience politique. Le faible niveau de violence physique (politique ou criminelle) ne peut donc se comprendre qu'en tenant compte des autres formes de violence, notamment la violence symbolique : moins visible mais tout aussi prégnante, celle-ci prévaut dans le champ économique, social et culturel. Ce complexe a pu jusque-là assurer le maintien du système. La paupérisation et l'accroissement des inégalités pourraient cependant être en passe d'éroder la domination symbolique et de libérer l'expression de violences physiques jusque-là contenues.

Le lecteur aura compris, à la lecture de cette introduction, que l'unité dans l'objectif et la méthode n'implique pas l'uniformité ni la convergence des analyses. Outre que les auteurs présentent parfois des pièces différentes du puzzle, ils se distinguent aussi par l'importance accordée aux grands facteurs explicatifs : poids respectif du politique ou de l'économique, de la culture ou des stratégies d'acteurs, des facteurs externes ou des facteurs internes. Les réponses apportées sont ainsi diverses et parfois même contradictoires. Les éditeurs scientifiques ont cependant estimé que tous ces points de vue, scientifiquement argumentés, enrichis par ceux développés dans les deux autres ouvrages mentionnés plus haut⁶, apportaient des éléments roboratifs de réflexion et participaient ainsi à la constitution d'une intelligence collective. Au lecteur désormais de se faire son idée.

4. Le *fihavanana* est une valeur essentielle de la société malgache inscrite depuis 1992 dans le préambule de la constitution de la III^e République. Ce terme, réputé intraduisible, est souvent décrit comme une manière traditionnelle de vivre les relations interindividuelles, faite de fraternité, de respect mutuel, de recherche de consensus, de cordialité.

5. L'État, le pouvoir politique.

6. En fait, ce travail sur les crises récurrentes et le fonctionnement de Madagascar en tant que société s'inscrit dans un projet éditorial ambitieux que nous avons baptisé *le Quatuor de la Grande Île* : aux trois opus cités s'ajoute un quatrième en cours de rédaction qui porte sur les élites et les relations entre pouvoir et citoyens.

Références

- BANQUE MONDIALE, 2016, « Changements de fortune et persistance de la pauvreté à Madagascar : récentes découvertes », *Working paper*, n° 113582, 257 p.
- BARAN Claudie, 2013, « Madagascar, l'enfer du décor », *Le Figaro magazine* [<http://www.lefigaro.fr/international/2013/10/17/01003-20131017ARTFIG00486-madagascar-l-enfer-du-decor.php>].
- BAT Jean-Pierre, 2016, « Et pour quelques zébus de plus... trafics et insécurités à Madagascar », *Libération*, Blog Libefrica4, 16 octobre.
- BAYART Jean-François, ELLIS Stephen, HIBOU Béatrice, 1997, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 167 p.
- BUENO DE MESQUITA Bruce, SMITH Alastair, SIVERSON Randolph M., MORROW James D., 2003, *The Logic of Political Survival*, Cambridge, MA: MIT Press, 536 p.
- CHALVON Solène, 2017, « Églises, mosquées... Dieu est partout », *Libération*, 29 novembre 2017 [http://www.liberation.fr/planete/2017/11/17/madagascar-eglises-mosquees-dieu-est-partout_1610867].
- DOBRY Michel, 1986, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, « Références », 320 p.
- FLACOURT Étienne de, 1661, *Histoire de la Grande Isle Madagascar*, Paris, P. Bienfait, 151 p.
- FREMIGACCI Jean, 2014, *État, économie et société coloniale à Madagascar*, Paris, Éditions Karthala, 632 p.
- 2018, « De la difficulté historique de faire émerger une classe d'entrepreneurs à Madagascar », chapitre 5 dans cet ouvrage.
- LYAUTEY Louis Hubert, 1935, *Lettres du Sud de Madagascar. 1900-1902*, Paris, Librairie A. Colin, 312 p.
- LA GAZETTE DE LA GRANDE ÎLE, 2016, « 2000 mosquées : le contrat signé par l'État », 24 mars 2016 [<https://mcmparis.wordpress.com/2016/03/25/2000-mosquees-lislam-a-madagascar/>].
- NORTH Douglass, WALLIS John, WEINGAST Barry, 2009, *Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge, Cambridge University Press, 327 p.
- OCDE, 2017, *États de fragilité 2016. Comprendre la violence*, Paris, Éditions OCDE, 200 p.
- 2016, *États de fragilité 2015. Réaliser les ambitions de l'après-2015*, Paris, Éditions OCDE, 136 p.
- PELLERIN Mathieu, 2014, « Madagascar : gérer l'héritage de la transition », *Note de l'Ifri*, juillet, 28 p.
- 2017a, « Madagascar face à la criminalité multifforme », *Note de l'Ifri*, mars, 26 p.
- 2017b, « L'islamisation à Madagascar », *Note de l'Ifri*, n° 8, mars, 26 p.
- RAISON-JOURDE Françoise, ROY Gérard, 2010, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975*, Paris, Karthala, 490 p.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel, 2017, *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Paris et Marseille, IRD/AFD édition, 282 p.

RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel (dir.), 2014, *Madagascar: anatomie d'un état de crise*, numéro spécial *Afrique contemporaine*, n° 251, 193p.

WORLD BANK, 2016, « Harmonized List Of Fragile Situations » [<http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>].

PREMIÈRE PARTIE

ÉCLAIRAGES ÉCONOMIQUES

1

La stagnation économique de longue période de la Grande Île

L'interdépendance entre les facteurs endogènes et exogènes

Philippe HUGON*

Madagascar, île de 587 000 km² pour une population de 25 millions d'habitants, est d'une grande diversité géographique et d'une grande richesse humaine. Elle dispose d'une unité linguistique. Elle a une des biodiversités les plus variées de la planète (90 % de la faune et de la flore sont uniques au monde (voir Raharinirina *et al.*, chapitre 6 dans cet ouvrage).

Or la Grande Île est devenue le pays le plus pauvre du monde avec un PIB par tête de l'ordre de 470 US \$ soit 1427 en PPA (BAD *et al.*, 2015) et elle a connu en longue période une montée quasiment permanente de la pauvreté. Le taux de pauvreté monétaire a doublé et la consommation urbaine a baissé de moitié entre 1962 et 2005 (Afrobarometer, 2008 ; Gastineau *et al.*, 2014). Madagascar apparaît comme une périphérie économique qui vit « une histoire qui se déroule au ralenti » selon l'expression de Braudel (1985) alors que l'explosion démographique (taux annuel de 2,8 %) et urbaine (taux d'urbanisation de 34,5 % ; BAD *et al.*, 2015), les enjeux environnementaux, les défis de la mondialisation, conduisent à « une histoire qui s'accélère ».

L'énigme de la régression économique peut être traitée selon plusieurs approches. Celle hors sol ou *top down* élabore des indicateurs classant les pays comme des élèves qui sont plus ou moins bien notés, progressent ou régressent. Ils synthétisent des situations très disparates sans rendre compte des écarts types internes, mais permettent de mettre la stagnation du PIB par tête de la Grande Île au regard du triplement de cet indicateur

* Je remercie pour leurs remarques pertinentes Pascal Gendreau, Cécile Lavrard-Meyer, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger.

pour les pays d'Afrique sub-saharienne. Celle *bottom up* des enquêtes de terrain montre dans la longue période certaines permanences et ruptures tout en révélant d'énormes contrastes sociaux et territoriaux. Une analyse *d'économie politique* suppose de mettre en relation l'économie de rente, les institutions et le pouvoir politique de l'oligarchie et d'analyser l'interdépendance entre les facteurs endogènes et exogènes des crises. Un *paradoxe* peut être souligné (Roubaud, 2002 ; Razafindrakoto et al, 2014) : les rares périodes de croissance ont toujours été stoppées par une crise socio-politique (1972, 1991, 2002, 2009) remettant en cause la croissance. Nos travaux (Hugon, 1976) ou ceux de Pourcet (1978) montrent, sur la longue période, un phénomène similaire.

Le développement économique serait-il rendu quasiment impossible parce qu'il modifierait les fragiles équilibres régionaux et socio politiques internes et remettrait en cause les intérêts des oligarchies et des rentiers contrôlant l'intermédiation entre l'économie interne et l'économie mondiale, ou les chocs externes remettraient-ils en cause les rares périodes de croissance et les équilibres socio-politiques ?

Nous répondrons à cette question en développant deux niveaux d'analyse avant de présenter l'interdépendance entre les facteurs endogènes et exogènes.

Les deux niveaux d'analyse de la stagnation de longue période et des cycles politico économiques

La périodisation de l'économie malgache permet de différencier cinq grandes périodes (Hugon, 2005 ; Razafindrakoto *et al.*, 2014) : la relative stagnation de la I^{ère} République (1960-1972) ; la période de transition (de mai 1972 à juin 1974) ; l'échec de la stratégie de rupture de la II^e République (1975 à 1990) ; le virage à 180° de la politique et la croissance de la seconde moitié de la décennie quatre-vingt-dix ; puis la crise politique qui dure de 2003 à 2016 après une courte reprise économique.

L'économie politique, explicative de l'*énigme* de la stagnation et du paradoxe des périodicités des crises, doit intégrer les liens entre les pouvoirs économiques, les pouvoirs sociaux et les pouvoirs politiques, tant sur le plan micro que macro. Madagascar a expérimenté une pluralité des modèles et des politiques (post colonial, marxiste, libéral, populiste) sans compromis socio-politiques ni résultats économiques durables. À titre illustratif la politique de non-alignement du premier mandat de Didier Ratsiraka a changé la donne (sortie de la Zone Franc, dénonciation des accords militaires, diversification des partenaires, nationalisation des entreprises, investissements à outrance, etc.). Elle a conduit à un endettement non gérable et *in fine* à un ajustement par le bas de 1980 à 1991. (Lavrard-Meyer, 2015 ; Rabenirainy, 2002 ; Duruflé, 1988 ; Pryor, 1990).

Il importe alors de combiner deux niveaux d'analyse – micro, macro – pour expliquer les crises cycliques politiques et économiques sur un trend de stagnation ou d'enveloppement économique⁷.

L'approche holindividualiste de l'anthropologie économique à Madagascar

L'holindividualisme est un entre-deux entre l'acteur et le système, les comportements et les structures par la médiation d'institutions (Hugon, 2014a). Il permet de dépasser à la fois le culturalisme essentialiste et holiste et l'individualisme méthodologique qui fonde les catégories économiques standards supposées universelles.

• L'ambivalence des catégories économiques

Les travaux de terrain à Madagascar notamment d'anthropologie économique de l'ORSTOM ou de MADIO et de DIAL (Razafindrakoto *et al.*, 2017), permettent de relativiser les catégories économiques standards tout en leur redonnant sens. Ils prennent en compte la diversité des contextes et des institutions, des structures et des trajectoires et permettent d'expliquer des logiques de comportements des acteurs dans un environnement économique instable et incertain mais avec une forte prégnance des règles sociales.

Le *fihavanana* ou le *famadihana* (retournement des morts) sont des systèmes de règles, de normes et de coutumes qui édictent des comportements interpersonnels, des modes de sociabilité et des stratégies anti-risques mais également des modes de transmission des patrimoines physiques. Les comportements des acteurs conduisent à investir dans le tombeau ou le *famadihana* davantage que dans la maison ou l'investissement économique car « on vit pour un temps et on meurt pour l'éternité ». Les liens intergénérationnels et les solidarités familiales se renforcent lors des fêtes mortuaires (Sandron, 2008 et 2011). La valorisation du passé et l'actualisation des ancêtres sont d'autant plus fortes que le futur, notamment économique, est perçu comme peu prometteur et incertain.

La dynamique des petites activités rurales ou urbaines ne peut être comprise indépendamment des formes d'organisation sociale, des rapports de parenté ou des stratifications sociales. L'« informel » urbain suit des règles et des normes sociales tout en répondant à des pratiques liées à la concurrence économique. Sur la Côte est, l'argent obtenu à partir du

7. L'*enveloppement économique* ou l'invololution peut être défini comme le processus inverse du développement économique se traduisant par des indices de marginalisation, de déclin de la productivité, de cercles vicieux et de trappes à pauvreté, d'accroissement de la vulnérabilité face aux chocs avec des résiliences conduisant à des replis protecteurs et non à des stratégies proactives ou réactives.

café « culture de rente », n'est pas toujours un équivalent général servant à acheter du riz « bien de subsistance » (Althabe, 1973). Sur les Hauts plateaux, l'argent gagné par les tireurs de pousse est souvent réaffecté pour acheter des « biens de prestige », des rizières et des bœufs, leur permettant de changer de statut social dans les villages d'origine (Hugon, 1982). Sur la Côte ouest, la dot monétisée, versée par le migrant salarié, peut, elle aussi, être utilisée pour acheter des bœufs qui sont sacrifiés dans des fêtes afin de renforcer les pouvoirs et permettre d'accumuler des liens aux dépens des biens (Fauroux, 1974). Les salariés, insérés dans des rapports marchands, sont également des cadets intégrés dans des rapports familiaux lignagers ou domestiques et participent à l'accumulation de biens de prestige.

La majorité de la population rurale demeure peu intégrée à l'économie marchande et est « non capturée » (au sens de Hyden, 1980) ; le système de relations symboliques l'emporte sur l'échange onéreux. Bien entendu, les pratiques et les règles sociales doivent être historicisées, notamment du fait des pressions démographiques, des disparités sociales et territoriales ou de la paupérisation de nombreux acteurs (voir Sandron, 2011 pour le *famadihana*).

- Des structures sociales fortement hiérarchisées.

La relative hétérogénéité entre les sociétés côtières à tradition clanique et celles des Hautes Terres à tradition hiérarchique est dépassée par l'appartenance à la même histoire, à la même langue et à une construction nationale, mais elle est instrumentalisée lors des périodes de crise et de récession économique ou pour des raisons socio-politiques (Ramamonjisoa, 2002). Au-delà de l'idéologie de la solidarité du *fihavanana* et du nationalisme du *tanindrazana*, exprimant la solidarité et l'attachement à la terre des ancêtres, on observe des comportements opportunistes importants ou des pratiques privilégiant les petits groupes et les solidarités de proximité (familles, paroisses, communautés, sectes) aux dépens des référents en termes de citoyenneté.

Les élites ont souvent un double référent national et trans-national (études des enfants à l'étranger, bi-nationalité, liens avec la diaspora, placements à l'étranger). Dans une société très fragmentée, les référents à des vouloir vivre collectifs, au sein d'une nation, sont souvent plus du domaine du discours des oligarchies que d'une conscience collective de la population, même s'il existe de fortes aspirations à la démocratie.

- La faiblesse des innovations techniques et de l'entrepreneuriat

Les sociétés malgaches sont souvent traitées de routinières, avec des faibles innovations et un défaut d'esprit d'entreprise (voir Jean Fremigacci, chapitre 5 dans cet ouvrage). Ce constat doit être nuancé selon les périodes et les secteurs (la réussite de la zone franche est par exemple à

noter [Bost, 2010; Cling *et al.*, 2005; Razafindrakoto et Roubaud, 1997]⁸.

Certains travaux *ethno-psychologiques* anciens de Mannoni (1950) voire d'Althabe (1973) dans une perspective plus politique, ont mis l'accent sur les complexes des colonisés avec à la fois attirance/répulsion et rivalité mimétique, sur le sentiment de fatalité et de temps donné au temps (*moramora*), sur l'intériorisation des rôles distribués au sein du groupe statutaire ou familial (*Raiamandreny*, rapports aînés/cadets). Globalement dans le système éducatif malgache, l'intériorisation des normes l'emporte souvent sur l'esprit créatif. La violence est refoulée (voir Razafindrakoto *et al.*, chapitre 14 dans cet ouvrage) et les ordres hiérarchiques sont légitimés (cf. *l'homo hierarchicus* de Dumont, 1967 ou Ottino, 1963). La « psychologie malgache » du compromis, de l'aversion à la violence ouverte, de la négociation et du sentiment de fatalité peut être analysée, au regard de ces travaux, à la condition de ne pas les essentialiser, de les différencier selon les statuts sociaux, et de les historiciser.

- La représentation et la gestion du temps

Le temps ne se déroule pas à la même vitesse dans les sociétés paysannes isolées et dans les centres urbains, dans la Grande Île et les pays « émergents ». Les sociétés innovantes sont généralement des sociétés amnésiques alors que les sociétés tournées vers le passé sont plus routinières. De plus, dans des situations de crise, on note des représentations dépressives, des replis identitaires ; le déploiement d'un imaginaire ethnique et les comportements de passivité sont accompagnés de violence de proximité.

- L'instabilité et l'incertitude facteurs de comportements court termistes et routiniers

L'analyse *micro économique*, à vocation plus universelle, explique également les trappes à pauvreté et à vulnérabilité ou comment dans un contexte instable et incertain⁹, les acteurs subissant des chocs ont différents modes de résilience. Les logiques combinent l'investissement dans

8. On peut considérer que l'entrepreneur schumpétérien, qui fait *des innovations destructrices*, rompt avec les normes sociales dominantes ce qui explique notamment que les étrangers et les communautés allogènes à la société jouent un rôle central dans le champ économique ou que les diasporas, échappant à ces règles, soient plus innovantes dans un contexte différent.

9. Les *risques* sont des processus à l'issue imparfaitement maîtrisée mais dont les scénarios de sortie sont *a priori* connus et auquel il est possible d'affecter une probabilité d'occurrence. L'*incertitude radicale* non probabilisable (Knight, Keynes) est une situation aux devenir inconnus ou tout au moins non probabilisables ; les réducteurs d'incertitude renvoient à des instances non marchandes (États, communautés d'appartenance, conventions...).

l'au-delà (tombeau familial, *famadihana*) et le court-termisme de l'activité économique avec préférence pour la liquidité, l'extensivité des processus (exemple de la poly-activité), et le faible détour productif du fait de la forte valeur d'option donnée à la réversibilité d'un investissement. L'innovation, liée à la prise de risque dans le long terme, supposerait une remise en question des hiérarchies sociales, un refus des rôles attribués et un environnement socio-politique et économique stabilisé réducteur d'incertitude. Les règles de solidarités sociales s'opposent à l'efficience technique et à la culture industrielle. Bien entendu, si l'environnement est stabilisé et si les conditions de prise de risque existent, les entrepreneurs peuvent émerger comme le montre la réussite pendant une dizaine d'années de la zone franche même si cela concerne principalement les « étrangers ».

L'économie politique du développement

À un niveau macro-économique, la Grande Île est une formation sociale caractérisée par une très grande hétérogénéité des systèmes de production, non marchand et marchand, de petite paysannerie en zone rurale et de petits producteurs marchands en zone urbaine sous la domination d'une administration et d'un capital essentiellement marchand (Gendarme, 1960). L'économie reste caractérisée en longue période par la faiblesse des relations intersectorielles, par un marché intérieur limité et par une forte dépendance extérieure se traduisant par un déficit extérieur chronique.

Le secteur primaire, essentiellement agricole, constitue la base de l'économie, à la fois comme composante du marché intérieur, par les revenus des producteurs, et comme fournisseur de biens pour le marché intérieur et l'exportation. Or, il n'a pas connu de révolution technique. Sur les Hautes Terres, la moyenne des superficies des rizières irriguées est de 0,5 ha pour un rendement de 2 tonnes à l'hectare et une autoconsommation de 1 tonne par famille (Dabat et Jenn-Treyer, 2014). Le surplus fourni est infime et résulte uniquement des inégalités foncières. À défaut de progrès de productivité du travail ou de rendement à l'hectare, la hausse des prix agricoles est certes un facteur incitatif de l'offre; mais elle conduit, en deçà du seuil de 0,5 ha, à une paupérisation des producteurs acheteurs de riz (paysans sans terre, journaliers agricoles, métayers ou quasi métayers, etc.) d'où une trappe à sous-développement. Les densités de population ont augmenté et sont très fortes dans l'Imerina et le pays Betsileo avec des obstacles à la migration vers l'Ouest (Raison, 1984). L'agriculture sur brûlis (*tavy*) ou extensive se développe aux dépens de la reconstitution des écosystèmes. L'agriculture demeure très sensible aux aléas climatiques comme les cyclones, les inondations ou les criquets (Dabat et Jenn-Treyer, 2014).

La population urbaine qui croît fortement connaît des modes de vie ou de survie avec prolifération de petites activités urbaines plus ou moins

licités. L'industrie textile et agroalimentaire a connu un certain dynamisme mais n'a pu conduire ni à une diversification durable du tissu industriel, ni à une remontée en gamme des produits du fait notamment de la non pérennité des potentialités de la zone franche. Le secteur « moderne » exerce peu d'effets d'entraînement vis-à-vis du reste de l'économie et fonctionne largement comme une enclave du « monde » extérieur.

Les services jouent un rôle essentiel, mais principalement par les relations d'intermédiation entre l'économie et l'extérieur (Banques, assurances). Les services publics sont peu importants fautes de ressources fiscales suffisantes et avec un déséquilibre chronique des finances publiques. Le tourisme, dont les potentialités sont considérables, s'est heurté aux manques d'infrastructures et de stratégie.

L'économie de rente demeure dominante même si elle a connu des transformations. Certaines sont *internes* (remplacement de l'administration coloniale par une oligarchie nationale, reconquête d'une partie du capital marchand (commerce, banque) par une bourgeoisie nationale ; d'autres sont *externes* conduisant récemment à un poids croissant du secteur minier dans les exportations. Le secteur exportateur a été successivement dominé par les produits agro-alimentaires (vanille, clous de girofle) puis par le textile (lors de la réussite de la zone franche) puis par le nickel, 18,5 % des exportations en 2014, l'ilménite, les pierres...). Les produits miniers sont suivis aujourd'hui par le secteur agricole agro-alimentaire, 17 % en 2014 (vanille 6,8 % des exportations, girofle, litchis, café, cacao, sisal, etc.) et par les produits de pêche (crevettes, 5,2 % des exportations ; BAD *et al.*, 2015). La France a perdu ses positions par rapport à d'autres partenaires¹⁰. Le capital national ou étranger demeure, en revanche, peu présent dans des activités productives industrielles (exception faite du textile) ou agricoles (exception faite de quelques grandes exploitations)¹¹.

- Le poids des oligarchies rentières

Dans ce contexte de stagnation économique, les rentes sont captées par des étrangers, *Karana* (indiens) et *Zanatany* (étranger natif à Madagascar) et une oligarchie très limitée de 0,1 % de la population (Razafindrakoto

10. La France qui comptait en 1970 pour 70 % des relations commerciales de Madagascar (exportations plus importations) représentait en 2014 la moitié (6,5 % des importations et 28,5 % des exportations de Madagascar, dont les trois-quarts venant de la zone franche). Les premiers fournisseurs étant les EAU, la Chine et Bahrein (BAD *et al.*, 2015). L'UE était en 2010 le premier partenaire de Madagascar avec 24 % des importations devant la Chine et 53 % des exportations devant les États-Unis (24 %).

11. Madagascar a un déficit chronique de sa balance commerciale avec un commerce extérieur estimé en 2013 à 3,5 milliards d'euros. Les importations de riz n'ont cessé de croître en passant d'un équilibre dans les années 1960 entre importations et exportations (sauf faible récolte comme en 1965 avec 80 000 t. ou en 1972 100 000 t.) à 240 000 t. en 2013-2014). L'économie participe faiblement aux chaînes de valeurs mondiales malgré le textile.

et al., 2014) avec exclusion des populations rurales et urbaines et faible constitution de classes moyennes. Les positions dominantes de l'oligarchie, intermédiaire entre l'extérieur et l'intérieur, interdisent ou limitent un processus d'accumulation productive, de diversification de l'économie et de remontée en gamme de produits liés à de nouveaux compromis socio politiques, à l'instar du modèle de l'île voisine Maurice. Il n'y a pas non plus, comme dans les « oléocraties » ou économies pétrolières « lignagères » ou néopatrimoniales, affectation des rentes à travers des réseaux de clientélisme. L'économie ne connaît pas d'élargissement du marché lié à la redistribution des rentes intérieures (minières, agricoles, commerciales, ou extérieures, marges ou corruption liées aux marchés publics ou aux privatisations) et aux progrès de productivité. L'État, avec une pression fiscale de 10 % et une aide extérieure limitée, assure difficilement ses fonctions régaliennes et d'intérêt collectif (voir Naudet et Rua, chapitre 3 dans cet ouvrage).

La grande partie de la population rurale et urbaine (petits producteurs, prolétariat et sous prolétariat) est exclue du jeu économique et politique. Elle est insérée dans des structures familiales, des paroisses ou des communautés de proximité avec faiblesse des organisations intermédiaires entre le *fanjakana* (pouvoir d'État issu de la monarchie) et les populations (Razafindrakoto *et al.*, 2015 et 2017).

La structure oligarchique de la société conduit à des relations plus ou moins incestueuses entre les détenteurs du pouvoir économique (nationaux et étrangers) et les titulaires du pouvoir politique (civils et militaires) pour capter et distribuer des rentes. Les coalitions précaires sont instables. Le jeu politique n'est ainsi ni celui de la concurrence électorale du système démocratique, ni celui du despotisme éclairé des régimes autoritaires ni celui d'un régime totalitaire. Les élites respectent l'État de droit, les alliances évitent les conflits ouverts ou la violence extrême et créent une certaine mobilité des élites. Mais ces coalitions interdisent une structuration durable de la société et une visibilité pour les opérateurs économiques. Selon les périodes, les jeux d'alliance et les coalitions concernent les civils et les militaires, les élites méritocratiques issues du système scolaire et les héritiers des castes supérieures, les oligarchies côtières ou des Hautes Terres, les nationaux ou les étrangers.

Les compromis socio-politiques permettant de donner leurs places aux entrepreneurs nationaux ou étrangers n'ont pu ainsi être mis en place durablement à l'opposé de l'île Maurice. La prise du pouvoir par un entrepreneur, comme Marc Ravalomanana, s'est traduite par des pratiques monopolistiques nuisibles aux autres investisseurs et n'a pas été un catalyseur d'entreprises constituant des districts industriels.

Le bloc hégémonique au pouvoir est constitué de familles issues principalement de l'aristocratie, de militaires et d'hommes d'affaires en relation avec des « étrangers ». Il assoie son pouvoir sur la propriété terrienne et foncière et sur le contrôle de l'import-export davantage que sur l'industrie qui est dans les mains des intérêts européens, karana, mauriciens, sud-

africains ou chinois. Le classement 2015 de Forbes Magazine en classe 4 à Madagascar parmi les 24 fortunes les plus élevées des pays francophones. La bourgeoisie rentière est menacée par le capital étranger ou les classes nationales entrepreneuriales.

- L'importance des transactions corruptives

La corruption concerne la majorité des pays du monde. Elle prend à Madagascar une ampleur particulière. La *grande corruption* est liée aux relations entre les titulaires du pouvoir, les grandes entreprises notamment minières, les groupes indiens, français ou franco malgaches, les contrôles des circuits d'import-export, etc. Elle n'a pas d'effets positifs sur l'investissement du fait de la faiblesse entrepreneuriale. La *petite corruption*, qui s'est généralisée, mine la société. Elle concerne les corps d'État, enseignants, magistrats, gendarmerie, police et conduit à l'impunité des pratiques illégales ou criminelles. Celles-ci se développent en recrutant des jeunes *désœuvrés* recyclant les tas d'ordures et prêts à des coups de main. La petite corruption touche les différents secteurs privés avec perte de confiance et comportements opportunistes. Elle a pour effet de dissuader les acteurs localisés à Madagascar ou membres de la diaspora d'investir et de se projeter dans un futur positif. Aucun pouvoir politique n'a été capable de l'éradiquer.

- Le contrôle de la violence

On peut noter une faiblesse de la violence armée et politique par opposition à la violence intériorisée symbolique et sociale (voir Razafindrakoto *et al.*, chapitre 14 dans cet ouvrage). Les conflits demeurent latents et conduisent à des négociations très longues et à des compromis évitant les excès de violence mais interdisant les réformes nécessaires et entraînant souvent une paralysie économique. Madagascar n'a connu ni despotisme éclairé, ni démocratie permettant de débloquer les situations par des compromis socio-politiques. La Grande Île n'a jamais connu depuis l'indépendance de conflits armés violents. Les coups d'État ont été limités mais les officiers supérieurs ont toujours noué des alliances avec le pouvoir politique et économique alors que les troupes étaient paupérisées.

Madagascar peut se situer dans une catégorie intermédiaire entre les « sociétés d'accès fermé mature » et « d'accès ouvert » de North *et al.* (2010). L'État et l'armée plutôt républicaine ont le « monopole de la violence légitimée », sans être ouverts à l'ensemble de la population avec faible circulation des élites. Les Églises ont joué souvent un rôle dans le contrôle de la violence et les sorties de crise. Les violences sont disséminées voire intériorisées par les acteurs et peuvent conduire à des jacqueries rurales ou des révoltes urbaines, mais elles sont peu mobilisées par les organisations politiques et expriment davantage des exaspérations des

exclus qu'elles ne conduisent à une remise en cause des rapports de pouvoir ou à la conquête de droits pour les populations.

L'interdépendance entre les facteurs exogènes et endogènes des crises cycliques

Comment expliquer, au-delà des cycles, cette stagnation de longue durée où jouent les « trappes à pauvreté », et une marginalisation traduisant une déconnexion subie ou voulue vis-à-vis de l'économie mondiale ? Tout se passe comme si la Grande Île avait progressivement décroché du temps de la mondialisation malgré la zone franche ou les TIC. Il faut dépasser les analyses mono-causales ou réduisant la régression à des facteurs culturels ou économiques, géographiques, sociaux ou politiques, mettant en avant les conflits, les mentalités, l'enclavement géographique, les facteurs ethniques, la mauvaise qualité institutionnelle, les « mauvaises » politiques économiques, les défaillances de la démocratie.

Ce cadre analytique (schéma 1) permet d'expliquer les successions de crises politiques consécutives à des périodes de reprise économique avec interdépendance des facteurs exogènes et endogènes. Il importe de différencier les facteurs extérieurs des facteurs endogènes. Les premiers sont extérieurs au territoire national alors que les seconds sont subis et indépendants des stratégies des acteurs (comme les prix des matières premières, les accords internationaux). La structuration de la formation sociale malgache ne rend pas toujours aisée cette distinction.

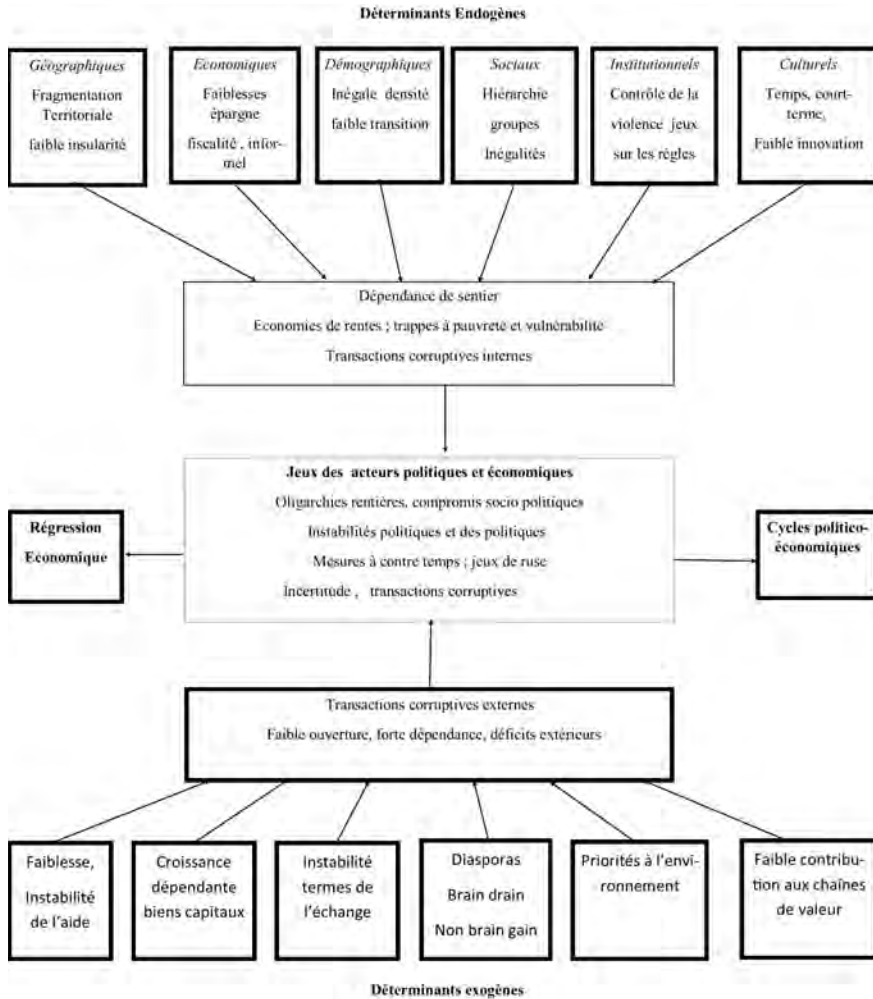
L'enchaînement des facteurs internes de stagnation et de cycles

Plusieurs facteurs économiques peuvent être privilégiés pour expliquer le processus involutif malgache :

1) Depuis l'indépendance, la population a été multipliée par près de 4 en passant de 6 millions en 1960 à près de 25 millions en 2015. La population urbaine a été multipliée par près de 5. Durant la même période, la production de paddy est passée de 1,2 à 2,7 millions de tonnes. Les rendements moyens à l'hectare du riz ont chuté de 2 tonnes en 1960 à 1,6 tonnes en 2004 (Dabat et Jenn-Treyer, 2014). L'économie malgache demeure caractérisée par une faible croissance de son agriculture. Le stress environnemental s'est fortement accru du fait de la pression démographique et de la pauvreté, facteurs de déforestation, et de la répartition de la population (la moitié occupe un dixième du territoire).

2) Madagascar a certes pour les investisseurs, un bon rapport salaires/productivité et la dépréciation permanente de la monnaie est un facteur de compétitivité mais ces éléments sont insuffisants pour favoriser un boom

Schéma 1
*Interdépendance des facteurs exogènes et endogènes explicatifs
des cycles politico économiques sur un trend régressif*



Source : élaboration de l'auteur.

d'investissements qui a besoin d'un État assurant stabilité, sécurité et financement des infrastructures économiques et sociales de base sans parler d'un environnement institutionnel favorable (système juridique, régime foncier).

3) Le secteur dit informel regroupe la grande majorité de l'emploi ; il est un secteur de survie peu générateur de progrès en termes de productivité. L'on note seulement 40 000 entreprises immatriculées dont la moitié clientes du secteur bancaire et un quart tournées vers l'exportation. Ces entreprises pour l'essentiel aux mains de capitaux étrangers ne s'appuient

pas sur un réseau de petites et moyennes entreprises (PME) qui demeure le « missing middle » (Hugon 2014b ; Rakotomanana *et al.*, 2000).

4) La population bancarisée représente 1/15^e de la population (140 000 clients sur 25 millions d'habitants) et 90 % des encours bancaires sont localisés dans quatre banques – BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale et *Bank Of America*. On note une forte surliquidité bancaire (BAD *et al.*, 2015).

5) L'État s'est largement décomposé avec une très forte évasion fiscale et un paradis fiscal de fait. La fiscalité est concentrée sur quatre secteurs (tabac, alcool, prestations de services, industries et construction). En revanche, les mines, le tourisme et l'agriculture ne contribuent que très marginalement aux recettes fiscales. La sous fiscalisation résulte à la fois de codes d'investissements inadéquats, d'incivisme, de corruption et d'informalisation de l'économie. L'État est dans l'incapacité d'assurer ses fonctions régaliennes, le maintien des services publics – réseau routier, situation sanitaire et éducative – et la réduction du poids de la corruption.

6) *Des trappes à pauvreté manifestent, ainsi, un cercle vicieux* entre la faiblesse de la pression fiscale (accentuée par les exonérations fiscales censées attirer les capitaux) et le niveau très limité des infrastructures économiques et sociales et des dépenses publiques nécessaires à l'attractivité des investissements privés. La faillite du système scolaire, la *déshérence de l'université* accompagnent un fort exode des compétences alors que Madagascar a une remarquable intelligentsia en termes de médecins, d'ingénieurs, de chercheurs et d'enseignants. Les trappes à pauvreté conduisent à des ajustements par le bas. Le niveau extrême de pauvreté (le salaire minimum de 133 000 ariary/mois est inférieur au seuil de pauvreté) crée les effets désincitatifs et d'engrenage de la pauvreté. Fortement dépendante des importations tant pour sa production, sa consommation que pour ses recettes publiques, l'économie connaît des ajustements par le bas par un enchaînement de la baisse des exportations qui conduit à une chute des importations qui elles-mêmes diminuent le niveau de consommation, de production et de recettes publiques qui réduisent les capacités d'investissement et de dépenses publiques. Ainsi que le décrit le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) « La pauvreté favorise l'adoption de stratégies personnelles privilégiant la recherche de solutions “miraculeuses” au mépris de l'intégrité de la personne humaine et de la préservation de l'environnement » (Primature, 2001). Le même comportement court-termiste s'observe vis-à-vis de l'environnement, de la destruction de la biodiversité et de la forêt. Ainsi, la culture sur brûlis (*tavy*) favorise la production de riz à faible coût de travail mais en conduisant à une déforestation.

7) *Les effets cycliques de la forte dépendance économique* en biens d'équipement et biens intermédiaires. La reprise des investissements privés et publics aggrave fortement le déficit de la balance commerciale. Elle crée des effets cliquets par des charges récurrentes.

Les facteurs liés aux modes d'insertion de Madagascar dans l'économie mondiale et régionale

Nous en privilégierons quatre :

1) Madagascar a toujours combiné une *faible extraversion et ouverture économique* et une *forte dépendance économique* renforçant des attitudes nationalistes voire isolationnistes ou des jeux de ruse par rapport aux mesures imposées de l'extérieur. On a pu parler d'une certaine *mise sous tutelle* de la part des bailleurs de fonds liée notamment à la gestion de la dette à la mise en place des politiques d'ajustement et à une ingérence environnementale. Les enjeux environnementaux sont devenus fondamentaux pour les financeurs que ce soit en termes de projet d'écotourisme ou d'utilisation de la biodiversité à des fins de rentabilité. Le financement des plans environnementaux et de conservation de la biodiversité (bien public mondial) par la Banque mondiale de 52 millions de dollars en 2015 est à comparer avec le financement de l'éducation ou de la santé.

Petite colonie de peuplement (30 000 colons en 1930, 40 000 étrangers en 1960 ; Hugon, 1976), la Grande Île a toujours été source de rivalités entre les puissances. À l'opposition entre la Grande-Bretagne et la France, se sont substitués des conflits d'intérêts entre la France, l'Afrique du Sud et les États-Unis se traduisant par le soutien de ces deux pays à Ravalomanana alors que Rajoalina était soutenu par la France.

2) Madagascar n'a pas su construire durablement des avantages compétitifs en combinant une protection flexible sur des secteurs entraînant une attractivité des capitaux, des technologies et des compétences sur des territoires et en jouant sur les coûts de production et d'intermédiation. Certes, la main-d'œuvre est qualifiée et peu coûteuse. Madagascar bénéficie dans la zone franche de délocalisation des entreprises mauriciennes. Les liens avec les circuits indiens créent des opportunités notamment dans les industries textiles. Mais la Grande Île subit la concurrence asiatique et a été confrontée au démantèlement des accords multifibres (AMF) le 1^{er} janvier 2005 sans être capable de réaliser des remontées en gammes de produits à l'instar de Maurice qui y a vu plutôt une opportunité.

3) Madagascar est caractérisée par un *repli isolationniste* accentué par l'insularité et une histoire nationaliste. Depuis les événements de 1947 elle n'a pas totalement réglé ses problèmes avec l'ancien colonisateur. Elle a toutefois aujourd'hui largement normalisé ses relations avec la communauté internationale.

4) On ne peut occulter la *responsabilité des bailleurs de fonds* dans la faible crédibilité de l'État et les réformes inadéquates. Après avoir appuyé, à l'époque de Tsiranana, les « Côtiers » contre les Merina, la France a voulu sanctionner le régime de Ratsiraka et a peu aidé à la transition vers une plus grande indépendance. Le FMI et les bailleurs de fonds ont ensuite donné la priorité aux équilibres financiers et des réformes court-termistes aux dépens des efficacités à moyen et long-terme. À titre exemplaire la libéralisation des filières rizicoles et le démantèlement des grands

périmètres de l'Alaotra ont conduit dans les années 1980 à une baisse des rendements à l'hectare. Les conditions d'émergence d'un tissu productif et d'entrepreneurs n'ont pas été réalisées. En même temps la dévalorisation de l'État a plutôt réduit les fonctions régaliennes et la fourniture des biens publics et accru de ce fait la faible légitimité de l'État auprès des populations.

Le niveau minimum de fonctionnement des services publics a été assuré par l'appui extérieur. L'économie, malgré la zone franche, demeure peu ouverte (hors période de crise, les taux d'exportation et d'importation moyens sont de l'ordre de 20 %). Madagascar ne bénéficie toutefois que d'une aide limitée (Châtaignier, 2014 ; Naudet et Rua, chapitre 3 dans cet ouvrage).

Les accords préférentiels passés avec les partenaires qui devaient donner de la visibilité aux opérateurs se sont traduits par des instabilités macro-économiques. À titre d'exemple, l'AGOA avait permis entre 2001 et 2009 de faire porter les exportations de produits textiles à 200 millions de dollars (avec un pic de 300 millions en 2004). Le textile comptait en 2009 pour 8 % du PIB ; la moitié des 150 usines de l'île qui employaient 50 000 travailleurs étaient les principaux fournisseurs des grandes chaînes et marques américaines. La suspension des accords pour des raisons politiques a fait chuter les exportations à 35 millions de dollars avec licenciement de 30 % des travailleurs. Madagascar a recouvré son statut de pays AGOA en 2014 (Andriamananjara et Sy, 2015).

L'instabilité de la croissance malgache s'explique en partie par les variations des termes de l'échange, des flux de capitaux et des modes de gestion de la dette extérieure. L'aide extérieure a un effet *pro-cyclique* ; elle s'accroît lorsque les performances économiques s'améliorent pour appuyer de « bonnes » politiques au lieu de compenser des handicaps structurels et des chocs. Les flux d'aide sont fonction des conditionnalités politiques. Ainsi le retrait de l'AGOA le 31 décembre 2009 a accru la crise économique. La crise politique de 2013 a réduit l'aide à 289,1 milliards d'ariary soit 52 % du montant d'aide reçue en 2008. Bien entendu, les chocs extérieurs se transmettent sur le plan interne en fonction des résiliences et des politiques contra-cycliques internes (monétaire, change, budgétaire).

L'enchaînement entre des facteurs endogènes et exogènes des crises cycliques

Les périodes de reprise économique sont principalement liées à des facteurs extérieurs ou *exogènes* (amélioration des termes de l'échange, IDE, aide extérieure, etc.) ; elles augmentent les rentes, mais elles remettent également en cause certaines d'entre elles. Elles sont suivies, à défaut de compromis socio-politiques et de redistribution élargie des rentes, à des tensions sociopolitiques *endogènes* et à des crises qui, elles-mêmes, réduisent la confiance de l'extérieur (baisse de l'aide, chute des investis-